



Madame la Préfète de région Nouvelle-Aquitaine
Madame la Préfète de la Vienne

Poitiers, le 6 octobre 2020

La situation de l'emploi est en train de prendre une ampleur catastrophique, en dépit des dispositifs d'urgence et de « relance » mis en place qui, à l'évidence, ne sont ni efficaces pour l'emploi, ni efficaces pour les transformations productives qu'exige l'urgence écologique.

L'absence de conditionnalité aux aides publiques permet à certaines grandes entreprises de recevoir des fonds publics, de licencier et ne rien demander aux actionnaires, voire même de continuer à verser des dividendes, comme Sanofi, Renault et dans la Vienne MECAFI, qui annonce un plan social alors que l'entreprise a reçu des aides publiques de l'État, la région et l'agglomération, et que le carnet de commande est plein pour plusieurs années.

Des PME et TPE aux activités socialement utiles vont mettre la clé sous la porte, car elles sont au bout de la perfusion, quand elles en ont eu une, alors que les banques et les compagnies d'assurances n'ont pas contribué à leur soutien.

Les fraudes à l'assurance chômage prennent une proportion telle que des fonctionnaires chargés du contrôle tirent la sonnette d'alarme : l'administration n'a pas les moyens d'éviter les détournements de fonds, à l'instar de cette entreprise Alstom avec deux salariés, un numéro SIRET et un compte bancaire non identifiés qui perçoit néanmoins ces fonds publics ! (source: *Humanité* du 16 septembre).

Les exigences démocratiques grandissent dans la société :

- sur le fait que les décisions d'emplois et de formations ne peuvent plus être l'apanage de quelques décideurs économiques, mais doivent faire l'objet d'une approche globale et collective partant des territoires, associant toutes les forces vives de la société, acteurs économiques, syndicats, élus ;



Parti Communiste Français – Fédération de la Vienne

140, Grand'Rue 86000 POITIERS

Tél. : 05.49.60.34.14 // E-mail : federation@vienne.pcf.fr // www.86.pcf.fr // Facebook PCF86

- sur le fait que l'utilisation des fonds déversés en abondance sur les entreprises et les banques - via la BCE - doit elle aussi être l'objet d'une démarche collective, de propositions, contrôles et suivis auxquels les salariés et les élus doivent être pleinement associés.

C'est pourquoi nous sollicitons de votre part une initiative pour mettre en place, en lien avec le Conseil Régional et le CESER, des **Commissions permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation écologique des productions, une par département et une à l'échelle régionale**, qui pourront se donner pour objectif :

- une fonction de **veille et d'alerte sur les destructions d'emplois et d'activités**,
- l'étude des **propositions de création d'emplois, d'activités, et de formations**
- le **contrôle et le suivi de toutes les aides publiques accordées aux entreprises**, afin qu'elles servent effectivement de levier pour l'emploi et la transformation productive.
- **La constitution de fonds régionaux** qui, ajoutant aux aides publiques et aux budgets de la formation professionnelle **l'abondement de la BPI et des crédits bancaires**, seraient en mesure de dégager des **plans de financement à la hauteur des immenses besoins sociaux et écologiques**.

La gravité de la situation exige des ruptures et des innovations dans les **processus de décision comme dans la mobilisation des moyens financiers**, sauf à laisser faire la déferlante du chômage, de la précarité et la pauvreté.

En espérant que vous porterez de l'intérêt à notre proposition, et en étant à votre disposition pour exposer plus amplement son fondement et la façon dont elle pourrait se décliner concrètement, nous vous prions de recevoir, Madame la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, Madame la préfète de la Vienne, l'expression de nos respectueuses salutations.

Pour le conseil départemental du PCF de la Vienne

Yves Jamain